

**LE JOUR, 1948**  
**22 FEVRIER 1948**

### **AIDE-MEMOIRE ET VERITES PREMIERES**

Si nos amis syriens se croient mieux informés de nos intérêts que nous-mêmes, ils se trompent beaucoup. S'ils croient tenir plus que nous à l'indépendance et aux bienfaits qu'elle procure, ils se trompent davantage.

Pendant quatre mois et plus, ils ont poursuivi avec nous une négociation qu'ils trouvaient légitime et nécessaire. Ils ont mûri avec nous projets et contre-projets qu'ils ont pesés et mesurés. Puis, brusquement, dans les dernières journées, ils ont substitué, comme par un tour de prestidigitation, des principes à des chiffres et le nationalisme à la comptabilité.

Il y a là un fait singulier qu'il faut imputer aux impondérables. L'opinion publique en Syrie n'avait peut-être pas été suffisamment renseignée sur ce qui se passait à Paris ; et, sur quelques propos officiels, imprudents ou téméraires, elle s'est figuré que des choses obscures se tramaient, qu'une liquidation de comptes cependant inévitable mettait la patrie en danger. Ce serait aujourd'hui aux négociateurs syriens d'affirmer qu'il n'en est rien, d'apporter leur témoignage, de faire éclater la vérité. On n'a pas jusqu'ici entendu leur voix.

Nous apprenons maintenant, d'après ce que journaux et dépêches nous apportent de l'autre côté de la frontière, qu'on entend nous couper les vivres ( ?!) parce que nous n'avons pas voulu adopter les théories financières syriennes et qu'on veut nous priver des produits du sol syrien parce que nous considérons comme une catastrophe une dévaluation qui enlève brutalement à la monnaie la moitié de sa valeur. On dirait vraiment que l'écroulement de la monnaie libanaise, que l'appauvrissement collectif du peuple libanais dont nous défendons le patrimoine, qu'un désordre extrême auprès de tels malheurs eussent réjoui nos aimables voisins. Mais nous ne voulons pas croire cela ; nous ne voulons pas imaginer un instant de se noirs desseins. Nous pensons seulement qu'ayant pris un parti, les Syriens ne veulent pas en démordre (alors qu'il a toujours paru très noble de reconnaître son erreur et son tort).

Nous avons pour les plus hautes autorités syriennes le plus grand respect. Nous espérons qu'une fois de plus, des paroles de gouvernement, des paroles de raison, viendront d'elles. Nous savons tout le prix de relations de voisinage vraiment fraternelles. Jamais nous ne prendrons l'initiative d'entraver ou de contrarier si peu que ce soit de telles relations. Nous ferons au contraire tout ce qui sera en notre pouvoir pour aplanir les difficultés. Mais nous attendons de nos amis de Damas de réfléchir et de comprendre que leur façon d'agir, si capricieuse et si arbitraire, est décourageante. Nous sommes les meilleurs clients de la Syrie ; ne voudrait-elle plus, par hasard, de notre amitié si sûre, de notre clientèle si fidèle ? Et pourquoi, s'il vous plaît, n'en voudrait-elle plus ?

Nous aurions mauvaise grâce à insister sur des vérités éclatantes. Mais c'est notre droit de répéter qu'ayant agi le plus correctement du monde et dans la plénitude de notre indépendance, nous ne sommes pas prêts à nous laisser émouvoir par la querelle gratuite, par la querelle d'Allemand, que certains, parmi les moins expérimentés, nous font à Damas.